

Questions orales

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENCONTRER DES PERSONNES ÂGÉES

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Lui et moi avons plus ou moins les mêmes antécédents puisque nous avons tous deux été chauffeur de camion à une époque. Le premier ministre devrait prendre les responsabilités de son poste très au sérieux. Il s'est bien débrouillé puisqu'après avoir été camionneur, le voilà devenu premier ministre.

M. Axworthy: Ne dénigrez pas les camionneurs.

Des voix: Règlement!

M. Henderson: Monsieur le Président, je n'entends pas. Le premier ministre doit cesser de jouer le rôle d'un camionneur.

Des voix: Oh, oh!

M. Henderson: Vous devez arrêter de jouer au camionneur, vous devez arrêter de faire le fanfaron, vous devez arrêter de rouler sur les personnes âgées et vous devez . . .

Des voix: La question.

M. le Président: A l'ordre. Je regrette, mais je ne peux pas entendre la question. Le député peut-il s'adresser à la présidence?

M. Henderson: Le premier ministre va-t-il faire ce que l'honneur lui dicte et discuter la semaine prochaine avec des personnes du troisième âge dans une tribune publique, à Ottawa? Je veux une réponse précise. Oui ou non.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je m'entretiens continuellement avec des personnes du troisième âge et je dois le faire à nouveau la semaine prochaine.

* * *

[Français]

LES PENSIONS

LA DÉSINDEXATION—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Pour samedi de cette semaine, le parti progressiste conservateur a convoqué un caucus spécial de fin de session et, dans ce caucus, on sait bien que l'on va discuter la question des pensions et de la désindexation annoncée par le gouvernement dans le budget.

Monsieur le premier ministre, je le dis par l'entremise de la présidence, cela ne vous donne que 24 heures, puisque vous savez bien que le conseil des députés conservateurs, qui est allé partout au pays, sait que, universellement, les Canadiens s'opposent à la désindexation. Au lieu d'attendre votre caucus spécial, est-ce que vous prendrez l'occasion, dans les prochaines 48 heures, pour détourner cette politique et pour restaurer l'indexation pour les personnes âgées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le caucus dont il est question a été convoqué, si je ne m'abuse, avant même que le budget ne soit présenté à la Chambre.

Il n'y a aucun lien entre la question de mon honorable ami et le caucus de samedi prochain. C'est un caucus dans le cours normal d'une fin de session de toute formation politique qui se respecte.

Cela étant dit, je répète les commentaires que j'ai eu à mentionner il y a quelques instants, les propositions budgétaires en ce qui concerne la limitation de l'indexation ne sont pas en vigueur à ce moment-ci et ne seront en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, et si on procédait, les premiers effets ne pourraient avoir lieu qu'avant le 1^{er} avril 1986. Il nous reste un an à en faire la vérification, comme on le mentionne dans le document budgétaire. Il me semble que c'est tout à fait raisonnable.

* * *

L'ADMINISTRATION

LES PROMESSES RELATIVES AU CONSENSUS ET À LA CONSULTATION

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Au cours de la campagne électorale, le chef du parti progressiste conservateur a promis une politique de consensus et une politique de consultation. Le consensus est-il mort? La consultation est-elle maintenant ignorée? Si non, pourquoi ignorez-vous le consensus de tous les groupes sociaux, y inclus les hommes d'affaires dans le pays qui s'opposent à l'indexation, et pourquoi votre gouvernement ignore-t-il sa promesse sur la consultation des personnes âgées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, un des problèmes que j'avoue avoir eu à traiter sur une base régulière, c'est le fait qu'on ne peut pas, en ce qui concerne des groupements importants dans la société, répondre aux exigences ou aux besoins de tous les groupes au même moment. Effectivement, je pense que même nos adversaires politiques admettraient, et avec raison, qu'on est tenté sur des questions nationales importantes de trouver le consensus, de bâtir ce consensus.

Je vous avoue sans hésitation que, en ce qui concerne la mesure particulière dont il est question, nous avons nous-mêmes certaines hésitations, et la meilleure preuve de cela, c'est que c'est inscrit dans le budget que nous allions le surveiller mensuellement sur une base régulière. C'est parce qu'il n'y a personne qui prend un degré de joie quelconque dans des compressions budgétaires, pas plus moi que mon honorable ami, et c'est pour cela que nous voulions, par esprit d'équité, surveiller l'évolution du dossier attentivement pour rendre justice aux citoyens âgés du pays.